



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Etablissement public à caractère administratif (EPA) :

Siège :

Office Français de la Biodiversité
12, Cours Louis Lumière
94300 Vincennes

Direction générale déléguée Ressources – Direction des Finances :

Service Commande Publique
5, rue Saint Thibault – Saint Benoist – 78610 AUFFARGIS
Téléphone : 01 30 46 60 00 – Télécopie : 01.30.46.60.60

OBJET DE LA CONSULTATION :

**Accompagnement et coaching des entreprises bénéficiaires de la marque « Esprit parc national » pour l'intégration de la marque dans leur communication
2024-MAPA35**

Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG-FC&S)

Marché à procédure adaptée passé selon les articles L.2123-1, R.2123-1, R2123-4 et R2131-12 du Code de la commande publique du 1er avril 2019

Etabli en janvier 2025

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE 2 – ALLOTISSEMENT	4
ARTICLE 3 – PROCEDURE ET FORME DU MARCHÉ	4
ARTICLE 4 – MONTANT DU MARCHÉ	4
ARTICLE 5 – PRESTATIONS SIMILAIRES	4
ARTICLE 6 – DUREE DU MARCHÉ ET DELAIS D'EXECUTION	5
6-1 : DUREE DU MARCHÉ	5
6-2 : DELAIS D'EXECUTION	5
ARTICLE 7 – LIEU D'EXECUTION	5
ARTICLE 8 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
ARTICLE 9 – PRESTATIONS ATTENDUES	6
ARTICLE 10 – NOTIFICATION	6
ARTICLE 11 – DEMARRAGE DES PRESTATIONS	6
ARTICLE 12 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
ARTICLE 13 : COMMANDES	6
ARTICLE 14 – PRIX	7
14.1. FORME ET CONTENU DES PRIX	7
14.2. EVOLUTION DES PRIX	8
14.2.1. MODALITES DE REVISION DES PRIX	8
ARTICLE 15 – MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	9
15-1 : MODALITES D'ETABLISSEMENT DES FACTURES	9
15-2 : AVANCE	10
15-2 : MODALITES DE REGLEMENT	10
15-3 : CESSON OU NANTISSEMENT DE CREANCE	11
ARTICLE 16 – PENALITES	11

16-1 : REPARTITION DES PENALITES ENTRE COTRAITANTS	11
16-2 : PENALITES DE RETARD POUR RETARD D'EXECUTION	11
16-3 : AUTRES CAS DE PENALITES	12
16-4 : PENALITES POUR TRAVAIL DISSIMULE	12
<u>ARTICLE 17 – OBLIGATIONS DES PARTIES</u>	<u>12</u>
17-1 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE	12
➤ OBLIGATION DE RESULTAT S'AGISSANT DES LIVRABLES ET DES DELAIS	12
➤ OBLIGATION D'INFORMATION ET DE CONSEIL	13
➤ CONDITIONS D'ANNULATION DES SESSIONS	13
➤ OBLIGATION DE REMPLACEMENT DES INTERVENANTS ET MAINTIEN DU NIVEAU PROPOSE DANS L'OFFRE	13
17-2 : OBLIGATIONS DE L'OFB	14
<u>ARTICLE 18 – ASSURANCES</u>	<u>14</u>
<u>ARTICLE 19 – RESILIATION DU MARCHE</u>	<u>14</u>
<u>ARTICLE 20 – REGLEMENT DES LITIGES</u>	<u>14</u>
<u>ARTICLE 21 – PIECES A FOURNIR PAR LE TITULAIRE</u>	<u>15</u>
<u>ARTICLE 22 – DEROGATION AU CCAG-FC&S</u>	<u>16</u>

PRÉAMBULE

L'Office français de la biodiversité (OFB) est né le 1^{er} janvier 2020 de la fusion de l'Agence française pour la biodiversité et de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage.

Placé sous la double tutelle du Ministère en charge de la Transition écologique et solidaire et du Ministère en charge de l'Agriculture et de l'alimentation, l'établissement public compte 3000 agents.

Les missions de ces agents s'articulent autour de 5 axes :

- la connaissance, la recherche et l'expertise sur les espèces, les milieux et leurs usages,
- la police de l'environnement et la police sanitaire de la faune sauvage,
- l'appui à la mise en œuvre des politiques publiques,
- la gestion et l'appui aux gestionnaires d'espaces naturels protégés,
- l'appui aux acteurs et la mobilisation de la société.

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent accord-cadre mono-attributaire à bons de commande a pour objet l'accompagnement et le coaching des entreprises bénéficiaires de la marque *Esprit parc national* pour l'intégration de la marque dans leur communication.

ARTICLE 2 – ALLOTISSEMENT

Le présent marché n'est pas alloti, la dévolution en lots séparés étant de nature à rendre notoirement plus difficile l'exécution du contrat et financièrement plus coûteuse.

ARTICLE 3 – PROCEDURE ET FORME DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu au terme d'une procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1, R2123-4 et R2131-12 du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord cadre à bon de commande mono-attributaire.

Il n'est pas décomposé en tranches.

Il concernera les prestations énumérées dans le bordereau des prix unitaire (BPU).

ARTICLE 4 – MONTANT DU MARCHÉ

Le montant maximum de l'accord-cadre est de 142 000 € HT pour sa durée de quatre ans. Il ne comporte pas de montant minimum.

ARTICLE 5 – PRESTATIONS SIMILAIRES

En application de l'article R2122-7 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur pourra passer un ou plusieurs marchés, sans publicité ni mise en concurrence préalables, ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire du présent marché, dans la limite d'une durée de trois ans à compter de sa notification.

ARTICLE 6 – DUREE DU MARCHÉ ET DELAIS D'EXECUTION

6-1 : Durée du marché

Le présent accord-cadre est conclu à compter de sa date de notification pour une durée ferme de quatre ans.

6-2 : Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont détaillés dans chaque bon de commande. Ils sont fixés en jours calendaires, conformément à l'article 3.2.2 du CCAG et de quantième à quantième lorsqu'ils sont fixés en mois ou semaines.

Le délai peut également être signifié par une date limite de réalisation.

Le calendrier prévisionnel des prestations sera établi au préalable conjointement avec le titulaire.

En cas d'événements susceptibles d'entraîner un retard dans l'exécution des prestations, le titulaire fait une demande de prolongation du délai d'exécution conformément aux dispositions portées l'article 13.3 du CCAG-FC&S. Il doit pour cela formuler :

- Une demande expresse de report de délai exposant clairement
 - Les circonstances/causes du retard prévu,
 - La date de survenance du fait générateur et
 - Le délai supplémentaire demandé.

ARTICLE 7 – LIEU D'EXECUTION

Lieux d'exécution : à titre indicatif, aux sièges des Parcs nationaux, à savoir Chambéry, Gap, Nice, Hyères, Marseille, Florac, Tarbes, Arc-en-Barrois, Saint-Claude, La Plaine des Palmistes, Rémire-Montjoly – ou en distanciel. D'autres lieux pourraient être déterminés, sur les territoires des parcs nationaux, en accord avec le titulaire.

Les lieux d'exécution des prestations seront indiqués au fur et à mesure de la survenance des besoins, dans les bons de commande.

ARTICLE 8 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissant, conformément à l'article 4.1 du CCAG FCS :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière, le bordereau des prix (BPU) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de techniques de Fournitures courantes et services (CCAG-FC&S) dans sa version en vigueur au moment du lancement de la consultation ;
- Le mémoire technique.

En cas de contradiction, la pièce du rang le plus élevé prévaut. Une contradiction s'entend d'une impossibilité radicale d'appliquer simultanément deux stipulations. Si tel n'est pas le cas, les stipulations sont considérées comme complémentaires et s'appliquent.

L'acte d'engagement, le CCAP et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propre à chaque document.

En cas de litige, seul l'original des pièces détenu par l'acheteur fera foi.

ENGAGEMENTS UNILATERAUX DU TITULAIRE : À l'appui de son offre, le titulaire a présenté un mémoire technique qui crée des engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis de l'acheteur, qui pourra par conséquent à tout moment, exiger du titulaire le strict respect des dispositions contenues dans ces documents. En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux du titulaire, ils ne lui confèrent pas de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire, dont celles au sein du mémoire technique, (telles que notamment des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux) ne pourra s'intégrer au présent marché.

ARTICLE 9 – PRESTATIONS ATTENDUES

Les prestations attendues sont détaillées dans le CCTP.

ARTICLE 10 – NOTIFICATION

Le marché est établi en un (1) original dont une copie est délivrée au(x) titulaire(s) lors de sa notification.

Le pouvoir adjudicateur notifie sur son profil acheteur par voie électronique avec accusé de réception. La date figurant sur l'accusé de réception, porte date d'effet du présent marché.

ARTICLE 11 – DEMARRAGE DES PRESTATIONS

Les prestations démarreront à la notification de chaque bon de commande. Celui-ci indiquera un délai d'exécution.

ARTICLE 12 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le titulaire s'engage sur les exigences et spécifications décrites et détaillées au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les bons de commande seront attribués sur la base des prix inscrits au BPU. Un devis sera fourni par le titulaire pour détailler les remboursements des divers frais envisagés, conformément à l'article 14.1 du présent CCAP. Après validation par l'OFB de ce devis, un bon de commande sera adressé au titulaire.

ARTICLE 13 : COMMANDES

L'accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande adressés au fur et à mesure des besoins, sur la base des prix fixés par le BPU.

Les bons de commande comportent nécessairement les mentions suivantes :

- la référence de l'accord-cadre,
- le nom de la société,
- la date et le numéro du bon de commande,
- le(s) service(s) de l'OFB concernés,
- le(s) type(s) de prestation et la quantité commandée,
- le lieu et le délai de réalisation, ou la date limite de réalisation,
- le prix unitaire correspondant,
- le montant total de la commande HT et TTC,
- la TVA.

Chaque bon de commande est signé par la personne habilitée à engager l'établissement.

Les bons de commandes peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

ARTICLE 14 – PRIX

14.1. Forme et contenu des prix

Le présent accord-cadre est traité à prix unitaires. Il est établi en euros.

Les prix figurent dans l'annexe financière à l'acte d'engagement, le Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

Les prix portés au Bordereau des Prix Unitaires (BPU) sont exclusifs de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre des prestations du marché.

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres (dit « mois 0 » ou « Mo »).

Les prix comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales et frais listés à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS. De même, ils sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais de personnel, les frais de courrier, les appels téléphoniques, les visio-conférences le cas échéant, les charges, les fournitures, matériels et sujétions du titulaire.

Les frais liés aux déplacements, hébergements et repas faisant l'objet d'un remboursement par l'OFB devront impérativement être préalablement validés par l'OFB sur la base d'un devis détaillé et approuvé. Ce devis devra inclure :

- Le mode de transport, les distances prévues, les tarifs des billets ou les indemnités kilométriques, ainsi que les frais de péage estimés ;
- Les coûts prévisionnels d'hébergement et de repas, avec mention des tarifs par nuitée et par repas.

Le remboursement des frais engagés sera soumis aux conditions suivantes :

Transports :

- Seuls les billets d'avion en classe économique pour des déplacements vers les Outre-mer, validés au préalable par l'OFB, seront remboursés.
- Les billets de train devront être de seconde classe.
- Les déplacements en véhicule personnel seront remboursés sur la base d'indemnités kilométriques fixées par l'OFB, incluant le coût du carburant. Les frais de péage pourront être remboursés sous réserve de présentation des justificatifs.

Hébergement :

- Les frais de nuitée seront remboursés dans la limite du montant approuvé dans le devis validé.

Repas :

- Les frais de restauration seront remboursés selon le nombre de repas prévus, et conformément au montant forfaitaire de remboursement d'un repas déterminé par l'OFB. Le devis indiquera le nombre de repas prévus et les frais de restauration seront remboursés dans la limite du nombre de repas prévu dans celui-ci.
- Concordance entre devis et factures : En aucun cas, le remboursement ne pourra excéder les montants validés dans le devis initial, même si les frais réels engagés sont supérieurs.

Pour chaque demande de remboursement, le titulaire devra transmettre :

- La validation préalable du devis par l'OFB ;
- Les factures correspondantes, incluant les justificatifs des frais engagés (billets de transport, tickets de péage, factures d'hôtel, notes de restaurant, etc.).

Les demandes de remboursement ne respectant pas ces dispositions pourront être refusées par l'OFB.

Le titulaire transmettra lors de sa demande de paiement la validation préalable de l'OFB et les factures relatives aux frais de transport.

Les seuils de remboursement des divers frais sont définis par l'OFB.

Ci-après les différents seuils définis à ce jour, à titre indicatif :

Le taux des indemnités kilométriques est défini selon l'arrêté du 14 mars 2022 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'État.

Frais d'hébergement, incluant le petit déjeuner et la taxe de séjour :

Maximums :

- Paris : 140 € / nuit
- Commune de la métropole du Grand Paris : 120 € / nuit
- Ville de plus de 200 000 € / habitants
- Autre ville : 90 € / nuit
- Outre-mer : 120 € / nuit

Indemnité forfaitaire de repas :

- France métropolitaine : 20 € / repas
- Martinique, Guadeloupe, Guyane, la Réunion, Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Pierre et Miquelon, Saint-Martin : 20 € / repas
- Nouvelles Calédonie, Iles Wallis-et-Futuna, Polynésie française : forfait 24 € / repas.

14.2. Evolution des prix

14.2.1. Modalités de révision des prix

Les prix sont réputés fermes durant la première année d'exécution de l'accord-cadre.

Les prix sont révisés annuellement à chaque date anniversaire de l'accord-cadre (date de notification de l'accord-cadre). La révision des prix peut se faire à la baisse comme à la hausse.

Les prix seront révisés selon la formule suivante :

$$P = P_0 (0,15 + 0,85 I / I_0)$$

dans laquelle :

P = prix après révision,

Po = prix de base valeur marché,

Io = indice ICHTrev-TS services administratifs publié au mois « zero ».

I = dernier indice (correspondant à l'indice ICHTrev-TS service administratifs) connu un (1) mois avant la date de révision.

Une fois révisés, les prix demeurent fermes pour l'année d'exécution du marché, jusqu'à la prochaine révision. Pour la mise en œuvre de cette formule, l'ensemble des calculs sera effectué par arrondissement au millième supérieur. Lorsque l'indice de révision des prix a été supprimé et que la révision des prix est ainsi rendue impossible, il est fait usage, sans que la passation d'un avenant ne soit nécessaire, de l'indice de remplacement proposé par l'INSEE. Les valeurs de l'indice supprimé sont converties en valeur du nouvel indice utilisant le coefficient de raccordement proposé par l'INSEE.

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à faire parvenir à l'OFB, par lettre recommandée avec accusé de réception, ses nouveaux tarifs avec un préavis **de 30 jours** avant la date prévue pour l'application de la révision de prix.

A défaut d'envoi dans ce délai, le titulaire doit attendre la prochaine échéance pour la révision des prix.

La demande est à envoyer à l'adresse suivante :

OFFICE FRANCAIS DE LA BIODIVERSITE
Département finance, contrats et logistique
Service de la commande publique - 3^{ème} étage
« Le Nadar » - Hall C
5, square Félix Nadar
94300 VINCENNES

ARTICLE 15 – MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

15-1 : Modalités d'établissement des factures

Les factures afférentes au paiement porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom, adresse et numéro de SIRET ou SIREN ou RNE du créancier ;
- le numéro d'identification TVA ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- la référence de l'accord-cadre (2024-MAPA35) ;
- l'identité de l'acheteur (Office français de la biodiversité – 12 cours Lumière – 94300 Vincennes) ;
- le numéro du bon de commande correspondant ;
- la désignation et la quantité des prestations facturées ;
- le prix unitaire des prestations facturées ;
- **pour les frais de transport, présentation d'un justificatif de paiement de la dépense et preuve de l'approbation préalable de la dépense (validation du devis par l'OFB),**
- le taux et le montant de la TVA, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant total HT et TTC des prestations facturées ;
- la date de facturation ;
- le numéro de la facture ;
- l'article du CGI si le créancier est non assujetti à la TVA ou pour des prestations non soumises.

Pour les paiements concernant les frais de déplacement, le titulaire fournira à l'appui de sa facture ses preuves de paiement.

Les factures et autres demandes de paiement seront adressées sous format dématérialisé et devront parvenir **exclusivement** via le portail de facturation dédié « Chorus Pro » du Ministère des Finances à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

en veillant à bien préciser :

- le numéro de l'accord-cadre « 2024-MAPA35 » au titre duquel une demande de paiement est adressée, le numéro d'engagement à renseigner doit correspondre au numéro du marché) ;
- le numéro de SIRET de l'OFB, afin d'identifier l'OFB comme destinataire de votre facturation : 130 025 919 000 15.
- Le numéro du service gestionnaire qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture : STB.

Pour obtenir le n° d'engagement, vous devrez vous rapprocher du service prescripteur.

Une information complète sur la dématérialisation des factures est également disponible à la même adresse sur le site Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>

15-2 : Avance

Le présent marché pourra donner lieu au versement d'une avance, conformément à l'article R2191-3 du Code de la commande publique. Le titulaire indiquera dans son acte d'engagement s'il accepte ou refuse le versement de l'avance.

Conformément aux dispositions de l'article 11.1. du CCAG-FCS, l'option A s'applique pour ce marché.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 30 %.

Une avance est accordée au titulaire du marché dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 à R. 2191-5 du code de la commande publique, sauf renonciation expresse de sa part dans l'acte d'engagement. Le pourcentage de cette avance est fixé à 30%. Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 10 %.

Conformément aux articles R. 2191-7 et R. 2191-8 du code de la commande publique, le montant de l'avance qui sera versée au titulaire est calculé de la manière suivante :

- Si la durée d'exécution des prestations objet du bon de commande est inférieure à 12 mois ; le montant de l'avance sera égal à 30% ou 10% du montant TTC du bon de commande.
- Si la durée d'exécution des prestations objet du bon de commande est supérieure à 12 mois ; alors s'appliquera la formule suivante : 30% ou 10% d'une somme égale à 12 fois le montant TTC du bon de commande divisé par sa durée exprimée en mois.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct, lorsque le montant de leurs prestations est au moins égal à 600 € TTC.

L'avance n'est ni révisable, ni actualisable.

15-2 : Modalités de règlement

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

Les sommes dues seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures et à l'issue de la réalisation de la prestation.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le retard de paiement donne lieu de plein droit et sans autre formalité au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à 40€.

15-3 : Cession ou nantissement de créance

Le marché pourra être nanti ou cédé dans les conditions fixées aux articles L2191-8 et R2191-45 à R2191-63 du Code de la commande publique. Le nantissement ou la cession sera notifié(e) au seul comptable assignataire.

La directrice des finances est seule compétente pour fournir les renseignements attendus à :

Office Français de la Biodiversité
12, Cours Louis Lumière
94300 Vincennes

ARTICLE 16 – PENALITES

16-1 : Répartition des pénalités entre cotraitants

La répartition des pénalités entre les cotraitants pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés est fournie par le mandataire du groupement dans un délai de quinze (15) jours calendaires suivant la date de notification du document lui demandant cette information.

Dans l'attente de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité sur les sommes dues au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du représentant du pouvoir adjudicateur à l'égard des autres cotraitants.

16-2 : Pénalités de retard pour retard d'exécution

Sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5, en cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, l'acheteur applique des pénalités.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, le titulaire s'expose à des pénalités de retard dès le 1er euro et encourt, sans mise en demeure ni procédure contradictoire au préalable, une pénalité dont le montant est calculé par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 300$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard

Les pénalités sont déduites du montant hors taxe dû au titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités de retard sont dues dès le premier euro.

Les pénalités sont cumulables et par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard ne pourra excéder 20 % du montant total hors taxes du bon de commande.

16-3 : Autres cas de pénalités

Une pénalité sera également appliquée en cas d'annulation ou de report d'une formation du fait du titulaire, moins de cinq (5) jours ouvrés avant la date initialement prévue. S'agissant des territoires d'Outre-mer, ce délai est allongé à 10 jours ouvrés avant la date initialement prévue.

Le montant de cette pénalité forfaitaire (par session annulée – s'entendant comme unité d'œuvre technique telles qu'elles sont listées au BPU) est de 500 euros.

Les frais relatifs aux transport préalablement approuvés par l'OFB ne seront dans ces deux cas pas remboursés.

En cas d'intervention lors d'une session d'un intervenant non préalablement approuvé par l'OFB, une pénalité forfaitaire de 500 € sera appliquée.

16-4 : Pénalités pour travail dissimulé

En application de l'article L. 8222-6 du Code du Travail, l'Office Français pour la Biodiversité, informé par écrit par un agent de contrôle, de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail, enjoint aussitôt ce dernier de faire cesser cette situation.

Le titulaire, en réponse à cette injonction, transmet au pouvoir adjudicateur tout élément susceptible de prouver la régularité ou la régularisation de la situation de l'emploi dans l'entreprise, dans un délai de 15 jours.

A défaut, le marché peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques du titulaire au titre de la responsabilité pour faute conformément à l'article 41.1.a du CCAG-FCS.

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du Travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'acheteur applique une pénalité selon les 2 limites suivantes :

- Une pénalité journalière d'un montant de 250€ par jour ouvré sera appliquée à compter du lendemain du jour de la constatation d'une situation de travail dissimulé par l'agent chargé du contrôle de la régularité du travail dans l'entreprise. Le délai d'application des pénalités prend fin le jour même où le titulaire apporte la preuve qu'il a régularisé la situation du travail dans son entreprise et en a informé l'agent chargé de son contrôle.
- Le montant de la pénalité correspond à 10% maximum du montant H.T des prestations commandées et réalisées qui ont fait l'objet d'un paiement par l'acheteur au titulaire depuis la notification de l'accord-cadre ;
- Le montant de cette pénalité ne peut excéder celui des amendes encourues en application de l'article L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail.

ARTICLE 17 – OBLIGATIONS DES PARTIES

17-1 : Obligations du titulaire

➤ OBLIGATION DE RESULTAT S'AGISSANT DES LIVRABLES ET DES DELAIS

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat dans l'exécution des prestations qui font l'objet du marché.

Cette obligation porte notamment sur les différentes prestations et les délais d'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à faire exécuter les prestations dans les conditions détaillées par le CCTP.

Dans le cas où il serait établi que le titulaire n'a pas correctement exécuté les prestations demandées, il prend à sa charge leur régularisation.

➤ OBLIGATION D'INFORMATION ET DE CONSEIL

Le titulaire s'engage à informer l'OFB de manière régulière de l'exécution des prestations.

Le titulaire est le maître d'œuvre de l'ensemble des prestations à fournir. Il lui appartient, notamment, de conseiller l'OFB, pendant toute la durée d'exécution de l'accord cadre, de l'avertir de toute difficulté qu'il pourrait percevoir et de manière générale d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

➤ CONDITIONS D'ANNULATION DES SESSIONS

Jusqu'à 10 jours ouvrés avant la tenue de la session, l'OFB se réserve le droit d'annuler la réunion pour cause d'un nombre insuffisant d'inscriptions ou tout autre motif, sans dédommagement pour le titulaire.

En cas d'annulation moins de 10 jours ouvrés avant la tenue de la session, et sauf cas de force majeure, le titulaire sera indemnisé de 10% du prix de la formation. Ce délai est allongé à 15 jours ouvrés concernant les territoires d'Outre-mer.

➤ OBLIGATION DE REMPLACEMENT DES INTERVENANTS ET MAINTIEN DU NIVEAU PROPOSE DANS L'OFFRE

Le titulaire met à disposition de l'OFB une équipe dédiée, présentée dans son mémoire technique.

En cas de changement d'un des intervenants dont la présence est indiquée dans l'offre du titulaire, celui-ci doit en avertir l'OFB immédiatement, par lettre recommandée avec avis de réception. Il doit proposer à l'OFB un remplaçant dans les trente jours suivant la réception de ce courrier.

Le personnel intervenant en remplacement dispose d'un niveau identique ou supérieur au personnel intervenant habituellement, qu'il s'agisse de remplacements planifiés (congrés) ou de remplacement non planifiés (incapacité de travail).

Le remplaçant proposé est considéré comme accepté si l'OFB ne le récuse pas dans un délai de huit (8) jours calendaires à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG.

Le remplacement d'intervenants ne modifie pas les échéances inscrites au calendrier et la date de référence servant au calcul des pénalités.

Le personnel du titulaire doit être à effectif constant, à charge pour le prestataire de pourvoir au remplacement des absents. Ce remplacement doit se faire sans délai par du personnel de qualification égale ou supérieure à celle du personnel affecté. Toutefois, l'OFB se réserve le droit de récuser toute personne ne correspondant pas au profil souhaité.

L'OFB ne peut récuser le remplaçant que pour non-conformité au profil initialement proposé et accepté. En cas de récusation, le titulaire dispose à nouveau d'un mois pour désigner un autre remplaçant et en informer la personne responsable du marché.

Cette procédure de remplacement n'est pas applicable en cas de survenance d'un événement de force majeure, c'est à dire un événement imprévisible et indépendant de la volonté des parties.

Pendant la durée d'exécution de la prestation, l'OFB se réserve le droit de récuser au terme d'une procédure contradictoire et pour des raisons motivées, un (ou des) intervenant(s) mentionné(s) dans la réponse du titulaire.

17-2 : Obligations de l'OFB

Dès la notification de l'accord cadre, et pour permettre à l'équipe du titulaire de réaliser les prestations lui incombant dans les délais qui lui sont impartis, l'OFB s'engage à :

- mettre à la disposition du titulaire les informations et documents nécessaires à la réalisation de sa mission ;
- désigner un représentant chargé de suivre les prestations et de coordonner ses relations avec le titulaire. En cas de défaillance de l'interlocuteur, l'OFB s'engage à pourvoir à son remplacement dans les meilleurs délais. Le chef de projet est garant du bon déroulement des prestations.

Il assure les relations avec le prestataire. Son nom ainsi que ses coordonnées seront communiqués au prestataire au début de l'exécution du marché. Plus généralement, l'OFB s'engage à maintenir, tout au long de l'exécution des prestations, une collaboration active et régulière avec le titulaire.

ARTICLE 18 – ASSURANCES

Conformément à l'article 9 du CCAG-FC&S, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

Ces dispositions valent également en cas de sous-traitance.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation et ce contrat, le cas échéant actualisé afin de permettre la prise en charge des risques encourus, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande .

ARTICLE 19 – RESILIATION DU MARCHE

Les stipulations du CCAG-FC&S, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

L'acheteur peut décider, d'annuler les prestations ordonnées par bon de commande, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité, dès lors que l'annulation est décidée a minima 10 jours ouvrés avant la tenue de la prestation, 15 si la session prévue se déroule en Outre-mer.

L'arrêt de l'exécution des prestations n'entraîne pas la résiliation du marché.

ARTICLE 20 – REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Néanmoins, les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable soit de leur propre initiative, soit en faisant appel au Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends ou Litiges relatifs aux marchés passés par les établissements publics de l'Etat (articles R. 2197-1 à R. 2197-12 et D. 2197-13 à D. 2197-22 du CCP).

Ce dernier peut être saisi de tout différend ou litige survenu au cours de l'exécution d'un marché public. Il recherche les éléments de fait et de droit, en vue d'une solution amiable et équitable.

Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends ou Litiges relatifs aux Marchés Publics

Direction des Affaires Juridiques

Sous-direction de la commande publique

Bureau du conseil aux acheteurs

Bâtiment Condorcet

6 rue Louise WEISS - Télédocus 353

75703 PARIS Cedex 13

Téléphone : 01.44.97.03.20 / Télécopieur : 01.44.97.06.46

Courriel : ccnra@finances.gouv.fr

Conformément aux articles R. 2197-23 et R. 2197-24 du CCP, en cas de différend concernant l'exécution des marchés publics, il est également possible de consulter le Médiateur des entreprises dont l'intervention est aussi gratuite : <http://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

En cas d'échec de la tentative amiable, les parties pourront recourir à la transaction telle que définie aux articles 2044 et suivants du code civil. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tous recours ultérieur pour le même objet.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le représentant de l'acheteur et le titulaire de l'accord-cadre ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

A défaut, le tribunal administratif de Melun est seul compétent.

Tribunal Administratif de Melun

43, rue du Général de Gaulle - Case postale n° 8630 - 77008 Melun Cedex

Téléphone : 01 60 56 66 30 Télécopie : 01 60 56 66 10

Courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr

Site internet : <http://melun.tribunal-administratif.fr/>

ARTICLE 21 – PIÈCES À FOURNIR PAR LE TITULAIRE

Le titulaire devra produire tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à son terme :

- 1) le cas échéant, les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail ;
- 2) une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions, datant de moins de six mois ;
- 3) la liste nominative des salariés étrangers employés par le titulaire et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

ARTICLE 22 – DEROGATION AU CCAG-FC&S

Les dérogations sont les suivantes :

Article du CCAP	Article du CCAG-FCS
8 - Documents contractuels	4.1
16.2 - Pénalités de retard pour retard d'exécution	14.1.1, 14.1.2, 14.1.3
17.1 – Obligations du titulaire	3.4.3